

Convention collective

**IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

AVENANT N° 136 DU 18 NOVEMBRE 2015

NOR : AGRS1697200M
IDCC : 9712

Entre

FDSEA de Saône-et-Loire

D'une part, et

UD CFDT de Saône-et-Loire

UD CGT-FO de Saône-et-Loire

SNCEA CFE-CGC

UD CFTC de Saône-et-Loire

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Suite à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions législatives et à la révision de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires du présent avenant ont convenu de rattacher le régime de complémentaire santé des salariés agricoles non cadres de Saône-et-Loire à l'accord national précité.

Article 1^{er}

*Abrogation des dispositions de l'annexe E de la convention collective
et renvoi aux dispositions de l'accord national du 10 juin 2008*

Les dispositions de l'accord départemental du 28 avril 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé au bénéfice des salariés agricoles non cadres du département de Saône-et-Loire, annexe E de la présente convention collective, sont intégralement abrogées.

Les dispositions de l'article 73 « Couverture santé » de la convention collective sont modifiées comme suit.

« Article 73

Couverture santé

La complémentaire santé est régie directement par les dispositions de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, révisé en date du 15 septembre 2015 (dispositions générales et dispositions relatives au dispositif frais de santé).

La répartition de la cotisation du socle minimum conventionnel obligatoire, pour le salarié seul, est toutefois fixée comme suit :

- part employeur : 55 % ;
- part salarié : 45 %. »

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la date de publication de son arrêté d'extension.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en cinq exemplaires, dont une version numérique, à la DIRECCTE, unité territoriale de la Saône-et-Loire.

Fait à Mâcon, le 18 novembre 2015.

(Suivent les signatures.)